

Le bilan provisoire de la droite (mis à jour 17/10/03)

Répression, prétextes égalitaristes fallacieux, pont d'or pour le privé.

Le baron de Sellières président du MEDEF (syndicat des patrons lequel se voit accorder subventions, facilités, déréglementation du droit du travail, baisse de l'impôt sur les sociétés, de la taxe professionnelle et de la taxe sur les plus values) a applaudi à chacune des mesures suivantes.

Voici la liste de tous ceux qui en ont déjà pris plein la poire !!! ne cherchez pas les patrons ils ne sont pas sur la liste. Ne cherchez pas non plus les plus hauts revenus.

« Les ultra-libéraux sont persuadés de défendre un modèle économique dynamique. Mais la réalité les contredit. Les Etats-Unis, patrie du libéralisme, ont la plus grosse dette du monde. La France, qui s'y est mise ces dernières années en privatisant entreprises et services publics, connaît aujourd'hui un déficit de 4% du PIB. Alors que, dans les pays historiquement sociaux-démocrates, celui-ci est excédentaire : de 0,80% en Suède, 1,8% au Danemark (pays pétrolier, remarque personnelle), 3,3% en Finlande. » Charlie Hebdo 24 septembre 2003

1) Jeunes

violents affrontements entre forces de l'ordre et jeunes qui ont fait une vingtaine de blessés dans le Morbihan. Éric, 19 ans, amputé de la main droite après des affrontements avec les gendarmes dans la nuit du 18 au 19 juillet au Faouët (Morbihan).

« Pour empêcher tout rassemblement sauvage, elle a donc mis en place un "poste de commandement avancé" à Rostrenen (Côtes-d'Armor), coordonnant l'action d'un millier de gendarmes, de pompiers et de CRS. Au total, en 4 h, les gendarmes mobiles ont tiré 500 grenades lacrymogènes et défensives. De l'autre côté, les participants se sont emparés de projectiles de fortune, démontant des murs et fabriquant même des cocktails Molotov. Selon la préfecture, de très nombreuses armes blanches ont été récupérées, ainsi qu'une épée de samouraï. Le casque d'un gendarme aurait été fendu en deux par le jet d'une pioche. » LE MONDE | 22.07.

« Un jeune a eu la main arrachée, un autre les côtes enfoncées à la suite d'affrontements avec les forces de l'ordre. Au total, 3 gendarmes et 25 raveurs ont été légèrement blessés au cours de ces incidents. Coïncés entre deux groupes de raveurs, ceux déjà installés et de nouveaux arrivants, les forces de l'ordre, au nombre d'une centaine, ont tiré des grenades lacrymogènes puis une soixantaine de grenades offensives pour disperser les manifestants. » la voix du nord 20/07/03

2) étudiants

Baisse de l'allocation logement depuis la discrète adoption du décret n°579 du 27 juin 2003 .

" Une baisse de près de 37 % .. Le texte est passé, indolore, après la fin de l'année universitaire, bien sûr. "

Et le ministère de nuancer : " Il n'y a pas eu de baisse " " mettre tout le monde au même niveau " .

Un nivellement par le bas, évidemment " Tous les ans, les étudiants observent une baisse certaine de leur allocation logement .. Pour ces derniers, les chambres universitaires restent donc l'une des solutions les plus économiques ..

Problème : les places sont limitées .. Un obstacle de taille qui pousse beaucoup d'étudiants vers le privé- où il est conseillé de mettre ses exigences dans sa poche. Chambres de bonne pour plusieurs centaines d'€, chambres chez l'habitant

<http://www.humanite.presse.fr/journal/2003-08-08/2003-08-08-376862>

L'État attend 90 millions d'€ d'économie.

Les mauvaises nouvelles s'accumulent pour les étudiants. Après la **hausse des droits d'inscriptions (+ 3 à + 5 %** selon les filières), puis **l'augmentation du prix des tickets pour les restaurants universitaires (+ 4 %)**, annoncées en juillet, une partie des étudiants vont subir une **diminution de leur allocation-logement**. Le ministère de l'équipement et du logement a en effet décidé de durcir les conditions d'attribution des prestations versées aux étudiants vivant en couple et à l'ensemble des jeunes actifs de moins de 25 ans. Cette décision, entrée en vigueur le 1er juillet, devrait permettre à l'Etat d'économiser environ 90 millions d'€ par an. http://paris.indymedia.org/article.php3?id_article=6444

Y ajouter le **projet d'autonomie des universités**, véritable marche forcée vers la décentralisation de l'éducation, qui devrait être mis en chantier dès la rentrée après avoir été repoussé au printemps 2003 par les étudiants en grève qui n'ont pas hésité à bloquer plusieurs centres d'examens. Le calendrier de ce projet a été reculé par le gouvernement afin de mieux diviser le front uni des salariés, fonctionnaires et étudiants. Ce projet "pour l'autonomie des universités" de Luc Ferry est toujours dans le tiroir et vise à démanteler les universités comme instrument national d'enseignement supérieur.

3) Petits épargnants modestes :

La baisse du taux du livret A. 46 millions de bénéficiaires, la quasi-totalité de la population, vont voir leurs maigres économies moins bien rémunérées, de 3 % à 2,25 %. La baisse du livret A n'aura pas d'effet positif sur les loyers, tandis que le risque de décollecte fragilise le financement du logement social.

4) baisse des impôts

Le président de l'UDF, François Bayrou: le gouvernement fait preuve d'"imprudence". "La démarche du Premier ministre faite à Bruxelles signifie qu'on a décidé que c'était dans le déficit qu'on trouverait les baisses d'impôt, c'est à dire dans la dette (...). C'est une grave inquiétude." <http://www.france2.fr/semiStatic/61-NIL-NIL-253878.html>

L'ex-ministre PS de l'Economie, Dom. Strauss-Kahn: ce choix "est socialement injuste : 10% des contribuables les plus aisés captent à eux seuls 70% des gains fiscaux", dit-il. <http://www.france2.fr/semiStatic/61-NIL-NIL-253878.html>

François Bayrou ne croit pas aux baisses d'impôts qui créent de la dette pour les générations à venir et il le dit haut et fort sur Europe1 interview Arlette Chabot <http://fr.news.yahoo.com/030904/214/3dpmu.html>

journal de France 2 04/09/03 fr. Bayrou : « Je trouve cette décision imprudente. Parce qu'elle revient à reporter sur les plus jeunes, ceux qui ont 30 ans, 25 ans, 20 ans ou 15 ans aujourd'hui, une charge qui va les plomber pendant des années, pendant 20 ans ou 30 ans simplement parce que nous n'aurons pas eu le courage de remettre de l'ordre dans nos affaires » tous les syndicats sauf la Confédération Générale des Cadres (on verra plus loin pourquoi) condamne cette mesure socialement injuste et économiquement inefficace.

La banque centrale européenne évoque sa « grande inquiétude face aux récentes évolutions budgétaires »

baisse de l'impôt sur le revenu de 1,8 milliards d'€ : 50% des foyers payent cet impôt.

C'est mathématique plus on a de hauts revenus plus on va profiter de la baisse des impôts.

Revenus supérieurs à 50000 € par an : la baisse est de 415 €

Revenus entre 15000 et 50000 € par an : baisse de 55 € (13 millions de foyers)

Revenus trop faibles - non imposables : baisse de 0% pour une moitié, hausse de la prime pour l'emploi (65€) pour l'autre

Bien sur l'état reprend aux pauvres de la main gauche ce qu'il a donné aux riches de la main droite : hausse des impôts locaux de 1,5 milliards d'€. 100% des français payent cet impôt - qui va flamber encore davantage pour financer l'allocation pour l'autonomie des personnes âgées dépendantes et la décentralisation des personnels de l'éduc. nat. dès 2004

A cela, Ajouter les diminutions programmées de l'impôt sur la fortune (Isf), sur les sociétés (IS), de la taxe professionnelle, de la taxe sur les plus-values.

5) Salariés

retraites

Inutile de revenir sur le dossier des retraites en détail ? petit résumé :

amputation des pensions de TOUS les salariés du public et du privé, augmentation du nombre d'annuités passant à 42,5 pour TOUS, âge de départ reculé à 65 ans pour TOUS, prétexte1 : déséquilibre des comptes mais aucune augmentation des charges patronales, tout est à la charge des salariés.

Prétexte 2 : remettre tout le monde au même niveau. Conséquence : introduction larvée de la capitalisation par le biais des assurances vies (voir nombreuses pubs TV-radio du type : « vous êtes inquiets à juste titre pour votre retraite. venez contracter une assurance vie.. »)

Pour ceux qui voudraient des **précisions** sur les détails du projet retraites du gouvernement aller voir

<http://membres.lycos.fr/grvegard/greve2003/docs/tractretraitesstrategie.rtf> ou

<http://membres.lycos.fr/grvegard/greve2003/docs/dossierallege.doc>

RMA :

Ce dispositif rend obligatoire l'acceptation d'un emploi à temps partiel pour tout chomeur percevant le RMI depuis 2 ans.

« tous les employeurs sont concernés. Ces derniers percevront le RMI à la place des allocataires et verseront à ceux-ci une rémunération au moins équivalente à un SMIC à temps partiel pour 20 heures. Il s'agit donc d'une nouvelle aubaine pour les employeurs : le taux de subvention pour ces emplois à temps partiel varie des deux tiers à plus de 85 % selon que les employeurs sont exonérés ou non de cotisations sociales. » http://yonne.lautre.net/article.php3?id_article=127

« 28 mai 2003 :Le Sénat adopte le projet de loi décentralisant le revenu minimum d'insertion et créant le revenu minimum d'activité. Amendements de la droite : possibilité de passer au RMA au bout d'un an (au lieu de 2 initialement prévus) possibilité de dépasser 20 heures hebdomadaires »

<http://www.maire-info.com/articles/article.asp?param=3114>

suppression d'un jour férié

sous le fallacieux prétexte de régler le problème du soutien des personnes âgées dépendantes.

Seul le patron du MEDEF a trouvé cela bien évidemment c'est un cadeau de plus au patronat.

Intermittents du spectacle

Déséquilibre des comptes dû aux grandes sociétés de production (essentiellement de la télévision) ces employeurs peu scrupuleux qui fraudent en masse en déclarant les intermittents 15 jours pour 2 mois de travail et laissant les caisses des ASSÉDIC financer le mois et demi non déclaré. Solution « égalitaire » pour combler le trou : on durcit les conditions d'accès aux ressources par les intermittents et on « demande gentiment aux employeurs du civisme pour déclarer honnêtement les intermittents ».mais de qui se moque t'on ?

Le gouvernement ne cède pas comme pour l'école il joue la montre en proposant un grand débat sur la culture misant ainsi sur l'essoufflement d'un conflit qui dure depuis la mi juin 2003.

JP Jeunet réalisateur d'Amélie Poulain décoré de l'ordre national du mérite par J. Chirac accepte un débrayage de 2 heures sur le tournage de son dernier film en soutien aux intermittents et déclare : « j'aimerais bien m'adresser à M. le président de la république, et j'aimerais bien expliquer que pour faire un film , le metteur en scène n'est pas tout seul à avoir du mérite, il doit s'entourer de techniciens qui eux aussi doivent être extrêmement méritants, si M le président de la république a apprécié Amélie Poulain il faut qu'il sache que *sans intermittents, pas d'Amélie Poulain.* » journal de 20h France 2 le 04/09/03

Par ailleurs le gouvernement a diminué nombre de subventions d'associations populaires, culturelles ou de solidarité.

6) réfugiés:

cf. les nombreuses expulsions qui se sont produites cet été (ex: à Limoges en août: un immeuble abritant des sans-papiers "vidé", puis démolit au bulldozer, sous les applaudissements des promoteurs immobiliers; voir également le communiqué tout frais de Droit Au Logement http://paris.indymedia.org/article.php3?id_article=6668

Cf également l'arrestation totalement **arbitraire** des opposants iraniens, bénéficiant pour la plupart du statut de réfugié politique, les immolations qui s'en suivirent, et leur libération (les forces de l'ordre n'ayant rien trouvé à leur reprocher).

http://paris.indymedia.org/article.php3?id_article=4536

Lundi 23 juin 2003 ont comparu à 13 h. devant le tribunal correctionnel de Bobigny, 3 passagers d'un vol Paris/ Bamako, qui ont simplement voulu photographier des policiers menottant des étrangers expulsés. Ces 3 passagers (2 membres d'une association humanitaire, et un responsable de la confédération paysanne), ont été placés 20 h en garde à vue et sont poursuivis "pour entrave à la circulation d'un aéronef"(!). Ils risquent 5 ans de prison. <http://membres.lycos.fr/grvegard/greve2003/docs/magistrature.doc>

7) Personnes âgées dépendantes

Réduction depuis des années du personnel en maison de retraites. parfois une seule infirmière disponible pour plusieurs dizaines de patients. Des frais exorbitants de l'ordre de 2000 € par mois. résultat les familles aisées peuvent placer leurs aînés dans des maisons de retraites privées où l'accueil sera meilleur et plus cher.

Mais bien sur cela ne suffit pas le gouvernement a donc réduit l'APA (L'Allocation Personnalisée d'Autonomie)

"Il faut un vrai plan qui commence par rétablir les crédits qui ont été supprimés par l'actuel gouvernement" sur l'Allocation personnalisée d'autonomie (APA) ou la médicalisation des maisons de retraite <http://fr.news.yahoo.com/030829/5/3df6s.html>

bien sur Raffarin appelle cela une « politique ambitieuse » contre la dépendance <http://fr.news.yahoo.com/030826/5/3d823.html>

8) Services publics

Privatisations

Privatisation **d'air France** annoncée par le gouvernement en juillet 2002

Privatisation encore accrue **d'EDF France telecom, Renault et la CDC** annoncées

l'état va céder de nouvelles parts. le consommateur va y gagner nous dit-on. pourtant l'énergie privatisée au USA est une catastrophe : 36 heures de (panne de) nuit ont été imposées à New York parce que le réseau électrique n'avait pas été entretenu, En Californie, les habitants risquent d'être plongés dans le noir une heure chaque jour. En Grande-Bretagne, ce sont les trains qui pâtissent de la mauvaise gestion des opérateurs privés.

Dans ces deux régions du monde, la privatisation avait été prônée au nom d'une plus grande efficacité... Quant au "système sanitaire anglais très dégradé", "il était cité en exemple dans le monde entier il y a 25 ans", avant le gouvernement Thatcher (1979-90)

<http://fr.news.yahoo.com/030824/202/3d49t.html> <http://menteur.com/chronik/010111.html>

Alors si privatiser diminue la qualité du service rendu au nom de la rentabilité , pourquoi privatiser ? pour faire entrer des recettes bien sur et pouvoir baisser les impôts mais A QUI profite leur baisse ? (voit chap. impôts) et QUI souffre le plus de la réduction des services publics ?

EDF GDF Le ministre de l'Économie, Francis Mer, a adressé aux présidents d'EDF et de GDF deux lettres en forme de feuille de route pour les prochains mois, en maintenant l'objectif d'enclencher le processus de privatisation, optique du débat sur le

changement de statut d'EDF et GDF. l'Huma du 21/8/03

France Telecom : le projet veut séparer les secteurs rentables (la téléphonie mobile) de ceux non jugés comme tels (l'équipement des zones rurales). Enfin, l'abonnement au téléphone fixe pourrait augmenter de 2,3 %. l'Huma du 21/8/03

Renault Vente par l'État de 8,5 % du capital de la firme au losange. Aujourd'hui, l'État français ne détient plus que 15 % du capital du constructeur. l'Huma du 21/8/03

Caisse des dépôts et consignations : en prélude à une privatisation complète de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), le ministère des Finances a confirmé la cession intégrale d'EULIA et de CDC Ixis aux Caisses d'épargne.

Après la privatisation, entre autres, de la BNP en 1993, du Crédit lyonnais en 1999, c'est la dernière banque publique, CDC Ixis, qui est livrée au privé. La vente progressive des filiales de la CDC (qui en compte 500) remet en cause les missions de service public du " bras financier de l'État ".

Enseignement Le gouvernement est en train de le **privatiser aussi pour cause d'AGCS! STOP ! minidossier**

<http://membres.lycos.fr/grvegard/greve2003/docs/legouvprivatise2.doc>

Pompiers

Plus assez de canadiens en France, nous avons été obligés cet été de faire appel à d'autres pays pour nous aider à lutter contre les flammes? A quand des compagnies privées pour louer des canadiens à l'état en cas de besoin ????

Santé

Catastrophe suite à la canicule, les problèmes récurrents de manque de place et de personnel hospitalier ne peuvent plus être cachés lorsque des situations d'une telle ampleur apparaissent. Sommes nous devenus un pays sous développé ??? «

Pour le secrétaire général de la FSU, "la question de la canicule (...) c'est bien la question de services publics qu'on a déshabillés parce qu'on s'est refusé les moyens de les améliorer. Je parle des hôpitaux et le problème de l'école est un peu analogue." » <http://fr.news.yahoo.com/030831/5/3di23.html>

« Vendredi, le ministère de la Santé a annoncé que l'Institut national de veille sanitaire était parvenu à un premier chiffre de 11.435 victimes de la chaleur pendant les deux premières semaines d'août, laissant présager d'un bilan plus lourd une fois le mois terminé et toutes les statistiques collectées.

Les Pompes funèbres générales (PFG) ont estimé que le bilan dépasserait les 13.600 morts pour tout le mois. »

Reportage d'envoyé spécial du 4 sept. 2003 : Comment le système de santé français a été détruit parce qu'on a voulu le rendre rentable. La méthode miracle pour l'industrie s'avère désastreuse pour la santé.

En termes de santé publique, la rentabilité devrait se mesurer en qualité de prise en charge des soins pour tous et en état général de bonne santé de la population mais pas en €.

Le gouvernement prévoit d'étaler la privatisation de la Sécurité sociale, "la meilleure fenêtre de tir" étant selon Alain Madelin, compagnon de parti de Raffarin, entre 2004 et 2006, années "blanches" du point de vue électoral.

La réforme de la sécu s'annonce bien avec des tonnes de **déremboursement** c'est à dire l'interdiction pure et simple de certains médicaments à ceux qui n'auront pas les moyens de se les offrir ou de se payer une bonne mutuelle complémentaire (il a déréglé 416 puis 84 médicaments).

Se profile également la poursuite du gel de l'emploi public et donc la suite de la diminution du nombre de personnels, les fermetures de petites structures de proximité au nom de l'économie nécessaire sur le budget de l'état et pour financer la réduction d'impôt sur le revenu promise. Il envisage d'imposer des tickets modérateurs new-look, de hausser les forfaits hospitaliers (que des dizaines de milliers ne peuvent pas payer et pour lesquels ils sont poursuivis). Suppressions de lits (- 30 %), Budgets comprimés, au point que les services de gérontologie ne disposaient pas de quoi répondre aux besoins urgents. Autant d'éléments sur lesquels les professionnels de la santé avaient alerté depuis bien longtemps le gouvernement : ils l'avaient répété en manifestant dès juin lors des deux premières canicules. Mais l'idéologie du gouvernement est claire : moins d'Etat, moins de cotisations sociales, moins de santé publique

Déficit pour comparer... Le Comité des prix de revient des fabrications d'armement (CPRA) & estimé le coût de possession et d'entretien du *Charles-de-Gaulle*, avions non compris, à 7689,3 milliards d'euros. Soit à peu près 700 fois le trou de la Sécu. D'accord, le fer à repasser des mers, source de gags inépuisables, est un antidépresseur efficace, mais ce n'est pas une raison. Charlie Hebdo 24 septembre 2003

la protection sociale: éléments pour un débat et pour un combat (par un chargé de recherche au CNRS): (25 pages):

<http://membres.lycos.fr/grvegard/greve2003/docs/chocdesmots.doc>

Education

Le gouvernement a entériné la **réduction des horaires disciplinaires**.

décentralisation pour réduire les impôts nationaux et faire flamber les impôts locaux mais surtout pour dégraisser le volume de fonctionnaires d'état au « profit » des agents territoriaux dont le statut est affaibli (quid de l'indépendance nécessaire au bon déroulement de la transmission neutre des savoirs).

projet anti grève d'instauration de service minimum.

Après avoir joué la montre et le pourrissement jusqu'aux grandes vacances, le gouvernement continue en promettant un grand débat sur l'école, meilleur moyen de faire durer et d'enterrer toute discussion.

Darcos continue les provocations en affirmant devant les médias que les problèmes ont été évoqués et résolus au printemps. Faux car rien n'a été lâché par le gouvernement. La décentralisation entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2004.

Poursuite du *gel des recrutements* dont le dégel avait été obtenu après une longue lutte en 2000 sous le gouvernement socialiste (lutte qui avait abouti au débarquement de Claude Allègre).

Pour cette rentrée 2003, si 1 500 postes devraient être créés dans le primaire, 1 500 seront supprimés dans le secondaire. Et les créations de postes ne résultent que d'un redéploiement, 1 500 des 18 000 postes au concours du second degré n'ayant justement pas été pourvus.

Les 20 000 " assistants d'éducation " promis par le ministère ne compenseront pas les 20 000 aides-éducateurs et les 5 600 surveillants. Un déficit en personnel de 6 000 postes. La suppression du statut de surveillant, postes qui étaient réservés à des étudiants modestes et attribués sur critères sociaux ne permettra plus à ces jeunes de financer leurs études par un emploi à mi temps rémunéré comme un plein temps au SMIC.

Ces jeunes seront remplacés par des personnes qui ne sont pas étudiantes. Sans compter que les " assistants d'éducation " auront des rémunérations très faibles, à hauteur d'un demi-SMIC

Plus d'éléments sur l'éducation : <http://membres.lycos.fr/grvegard/greve2003/docs/dossierallege.doc>

Poste

Le pari : que les Français se réjouissent que leur argent n'ait pas servi à augmenter des privilégiés

Patrick Ollier, président UMP de la commission des affaires économ. de l'As Nat a annoncé la **fermeture de 900 bureaux de poste**. Le lendemain, Nicole Fontaine, ministre de l'industrie déclare: "il n'y aura pas de suppression de la présence postale, mais une redistribution pour faire en sorte que La Poste apporte un service de meilleure qualité." Opération de com' classique mais généralement efficace. Charlie Hebdo 24 septembre 2003

Prisons

Elles n'ont jamais été autant surpeuplées, il manque des places, il est donc en projet de construire des prisons privées. Tous les problèmes précédents ont été réglés à coup de répression « exemplaire ». Jeunes raveurs en prison, militants syndicaux et grévistes en prison, les feux que l'on n'a pas réussi à éteindre c'est à cause des pyromanes allez hop en prison,

9) Démocratie bafouée, mensonges, manipulations, propagande :

Corse

Nicolas Sarkozy l'a confessé, il espère une annulation du scrutin référendaire du 6 juillet dernier. Seule l'annulation " peut ouvrir une nouvelle perspective " pour la Corse, explique-t-il, " le problème statutaire ne se posant plus " après la victoire du non. Le Conseil d'État a été saisi de deux recours en annulation, l'un formé par les nationalistes de Corsica Nazione, l'autre par le président du Mouvement pour la Corse, Toussaint Luciani, tenants farouches du " oui "

Violation de la constitution :

Article 6. Tout homme peut défendre ses droits et ses intérêts par l'action syndicale et adhérer au syndicat de son choix.

<http://www.legifrance.gouv.fr/html/constitution/const02.htm>

Campagne de communication sans précédent, pour faire passer les syndicalistes pour des terroristes preneurs

d'otages, accusant les enseignants grévistes syndicalistes de se livrer à des autodafés. Tenter de faire croire à la population que manifester pacifiquement c'est être antidémocrate et s'opposer au vote des français, tentant par ce fait de faire croire que tout élu dispose d'une carte blanche pour faire ce qu'il veut sans jamais devoir rendre de comptes au peuple. Pour avoir un florilège des détournements de vocabulaire :

<http://membres.lycos.fr/grvegard/greve2003/docs/lexiquepourtempsdegreves.doc>

Répression à l'égard des manifestants de juin sur la Place de la Bastille.

Répression syndicale ces derniers mois, mettant des syndicalistes en prison pour faits de grève, (José Bové mais aussi des syndicalistes de la manche ou du Nord) alors que la délinquance patronale reste non sanctionnée, ou amnistiée.

« Les méthodes employées pour l'arrestation d'un paysan opposé aux OGM (organismes génétiquement modifiés) sont dignes du grand banditisme: Arrestation à 6 heures du matin pendant son sommeil, fracture de la porte de sa ferme, transport en hélicoptère jusqu'à la prison. Apparemment, pour le Ministre de la Justice, J. Bové est devenu l'ennemi public N°1!

Ces procédés s'inscrivent dans une politique de pénalisation du mouvement social et de la contestation: Des dizaines d'enseignants ont été pourchassés par la police lors de la manifestation du 10 juin place de l'opéra, à Paris, et placés en garde en vue; les grévistes vont se voir imposer, sans aucun échelonnement et pour la 1^{ère} fois depuis 20 ans, des retenues d'un mois et demi de salaire, afin de "payer" leur opposition à la réforme des retraites. »

<http://membres.lycos.fr/grvegard/greve2003/docs/magistrature.doc>

« Cet acharnement pénal est diligenté par les parquets à l'égard des "délinquants de la solidarité", qui contestent des choix de société fondamentaux pour l'avenir, comme les cultures transgéniques ou la construction d'une Europe forteresse rejetant les étrangers. La sévérité des poursuites à l'encontre des "contestataires" a pour corollaire une justice d'une extrême lenteur et d'une grande clémence à l'égard des puissants:

Alors que J. Bové est jeté en prison, JC Trichet, ex-gouverneur de la Banque de France, est relaxé le 18 juin, et nommé, deux jours après, président de la Banque Centrale Européenne.

Dans l'affaire du Crédit Lyonnais, dont le trou financier vaut largement le déficit virtuel des caisses de retraites, le parquet n'a bien sûr pas fait appel de la relaxe de JC Trichet, sans doute pour ne pas gêner sa réinsertion professionnelle! »

<http://membres.lycos.fr/grvegard/greve2003/docs/magistrature.doc>

Article 8 du préambule de la constitution de 1956. Tout travailleur participe, par l'intermédiaire de ses délégués, à la détermination collective des conditions de travail ainsi qu'à la gestion des entreprises.

<http://www.legifrance.gouv.fr/html/constitution/const02.htm>

sur le mouvement social de printemps aucune véritable négociation avec les syndicats comme l'a parfaitement montré le canard enchaîné au sujet des retraites et de l'éducation.

Début mars, sans consulter personne, Raffarin décide brusquement de décentraliser 110 000 agents. Pourquoi ? parce que le Premier ministre, qui se prépare à faire adopter par le Congrès sa loi de décentralisation, avoue un gros souci : il n'a rien à mettre dans sa loi. Et l'Education Nationale constitue pour lui l'unique vivier (pour l'instant) d'agents «décentralisables ». Aussitôt Ferry (.) applaudit bruyamment devant des journalistes « Le gouvernement a tranché. J'y souscris à cent pour cent car c'est moi qui ai décidé ces mesures ». le canard enchaîné du 21 mai 2003

Se disant armés d'une « détermination » à toute épreuve et de la volonté "d'écouter et de dialoguer" avec les syndicats, le gouvernement claironnait en janvier qu'il allait régler le problème des retraites « avant l'été » et, svp, sans déclencher de tempête sociale..

Le 6 janvier, Chirac ouvre le bal : plus question de parler de «négociation » avec les syndicats, comme l'a fait le matin même F Fillon. Lors de la cérémonie aux « forces vives de la nation », le Président se borne à préconiser « débat » et « écoute » pour la réforme des retraites. A la fin de la cérémonie, Fillon paraît avoir retenu la leçon : il annonce à la presse « une concertation, une consultation et non une négociation » Mais 2 jours plus tard, le 8 janvier, Fillon affirme exactement le contraire, il se réjouit que les syndicats « se placent dans une logique de négociations, de dialogue, de concertation ». Alors, « négociations » ou « concertation » ? « c'est un débat absurde répond Fillon le 1^{er} février devant la presse. On négocie avec les syndicats, puis le parlement vote. ».

Fillon pour sa part, jure d'abord qu'il est « prêt à discuter » mais lance ensuite à la sortie d'un conseil des ministres un calamiteux « je ne lâche rien » et ce, quelques heures avant la réunion de négociation-pardon de concertation- avec les syndicats. Au petit matin du 15 mai, le premier round de palabre se clôt sur un échec et Fillon annonce : « le gouvernement est allé au bout de ses possibilités » mais il faut croire que les dites possibilités étaient plutôt élastiques : 12 heures après, Fillon et Raffarin découvrent qu'ils disposent encore de quelques cartouches pour arracher l'accord de la CFDT et de la CGC. le canard enchaîné du 21 mai 2003

François Fillon, ministre des Affaires sociales et du Travail, a opposé une nouvelle fin de non-recevoir aux syndicats en affirmant, dimanche soir sur TF1, qu'il était hors de question de "renégocier" le projet et il a estimé que le débat sur les retraites était désormais "politique". Paris,

25 mai (AFP) Pour « renégocier » encore faut-il avoir préalablement déjà « négocié »

Mensonges éhontés de ministres :

Ferry militait contre la décentralisation : la preuve par 9

Il y a six mois, lors d'un Comité Technique Paritaire Ministériel (avec les instances syndicales), Ferry prenait clairement position contre la décentralisation. Par la suite, il n'a cessé d'affirmer à tous les médias que ses propos avaient été déformés. Voici donc un extrait du compte rendu officiel de cette réunion du 2 décembre 2002

« Je vous redis très clairement ma position : concernant les transferts de personnel dans le cadre de la décentralisation, pour les personnels de santé, la réponse est non ; pour les personnels ATOSS, je redis que je ne le souhaite pas, le ministère n'est pas demandeur.(.) En résumé 1) le ministère n'est pas demandeur 2) si jamais cela devait se faire, ce serait à titre expérimental 3) ce serait avec l'accord des personnels en question. Je peux difficilement être plus clair. »
(photocopie du document officiel publiée dans le canard enchaîné du 21 mai 2003)

Ajoutons quelques volte-face sur la décentralisation, des déclarations hallucinantes sur ces professeurs de gauche qui favoriseraient l'antisémitisme et une politique de nominations de recteurs de droite particulièrement sectaire. On comprend mieux qu'il soit devenu l'ennemi public numéro 1 dans les collèges et les lycées, qu'il fréquente d'ailleurs peu comme parent d'élève puisque ses enfants sont éduqués à l'école privée.

« Luc Ferry est totalement discrédité, ce sera le premier sacrifié » explique ces jours-ci un proche de l'Élysée ». Après ses débuts ministériels en fanfare, le ministre a très vite inquiété Raffarin et agacé Chirac. le canard enchaîné du 21 mai 2003

Darcos : le téléphone sonne France inter. L'éducation n'est plus nationale. Alors qu'un auditeur lui parle de documents du rectorat sur le quel le mot « nationale » ce figure plus après le mot « éducation » Darcos ne se démonte pas et prétexte une « erreur de graphie » pourtant : le Décret n° 2003-181 du 5 mars 2003 paru au J.O n° 55 du 6 mars 2003 page 3910 NOR: MENE0300046D (disponible dans le II)2)1)B)f) stipule que A l'article 1er, les mots : « ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports » sont remplacés par les mots : « ministre chargé de l'éducation » A l'article 2, premier alinéa, les mots : « le ministre de l'éducation nationale » sont remplacés par les mots : « le ministre chargé de l'éducation ou le ministre chargé de l'enseignement supérieur. Vous me direz que M Darcos ne connaît pas bien le BO mais le hic c'est que ce décret est signé par Jean-Pierre Raffarin, Luc Ferry et. Xavier Darcos en personne ! Peut-être que ferry a imité sa signature ??

Médias: tu parles d'un contre pouvoir!! : <http://pythaclichezalice.fr/medias.htm>

manifestation de mai 68 à novembre 2007: <http://pythaclichezalice.fr/manifestations.htm>

petit manuel à l'usage de la France d'en bas <http://membres.lycos.fr/grvegard/greve2003/greve2003.html>

observatoire du système éducatif <http://membres.lycos.fr/grvegard/>